

Laurent Berger, secrétaire général de la CFDT

## « La reprise doit être progressive et négociée »

**Le déconfinement débute le 11 mai. Est-ce prématuré ?**

Je ne suis pas épidémiologiste, donc je ne sais pas répondre... Il ne faut pas rentrer dans des polémiques inutiles, il faut être exigeant sur le fond : ça doit absolument se faire dans les meilleures conditions de sécurité, et de manière progressive et négociée. Sans cela, il n'y aura pas de reprise possible dans les écoles.

**Le Premier ministre dévoile le plan du gouvernement ce mardi à l'Assemblée. Avez-vous été consulté ?**

Il y a eu des échanges entre le ministère du Travail et les organisations syndicales et patronales sur les conditions de reprise d'activité, mais sans que nous ayons à nous prononcer sur ce qui va être dit. J'espère vivement que les concertations sur les conditions du déconfinement vont être menées. C'est tellement complexe et angoissant pour une partie des citoyens que le gouvernement y aurait tout intérêt.

**Faut-il craindre une période de tension sociale ?**

Le risque existe que des tensions surgissent. Pour l'éviter, il faut la reconnaissance des salariés les plus exposés dans la crise. Et aussi la reconnaissance de la nécessité du dialogue social, qui fait la différence dans la crise. Prenez deux entreprises de l'Est de la France : Gris Découpage à Pont-à-Mousson (Meurthe-et-Moselle) a négocié un plan de continuité de l'activité, réorganisé le travail, mis en place les protections nécessaires, et l'entreprise en sort renforcée pour faire face ; à côté, chez Grupo Antolin à Rupt-sur-Moselle

(Vosges), l'employeur a voulu passer en force, ce qui a provoqué des tensions... Il faudra s'en souvenir : ça ne peut pas repartir comme avant, y compris dans ce domaine des relations sociales.

**Les enquêtes montrent que les Français n'ont pas confiance, à la différence des Allemands ou des Britanniques. Comment l'expliquer ?**

Cette crise arrive sur une situation de fatigue démocratique en France. Elle vient d'une centralisation excessive des décisions, dans une verticalité qui n'associe pas les forces vives du pays, qui n'écoute pas suffisamment les citoyens. Et d'une attente surdimensionnée à l'égard de l'État.

La meilleure manière de redonner confiance aux citoyens est de leur donner des marges de manœuvre. À la sortie, nous devons faire trois choses : établir un diagnostic des enseignements de la crise dans tous les domaines ; tracer le modèle que nous voulons construire par une conférence écologique et sociale du pouvoir de vivre, comme nous la proposons ; et arrêter les premières mesures...

**Un exemple de mesure à prendre ?**

On a réussi, grâce à la mobilisation exceptionnelle des associations, à mettre à l'abri une grande partie des personnes sans domicile fixe. Et le 11 mai, on les remet à la rue ? Nous devons décider des moyens de les maintenir à l'abri.

**Selon quel calendrier ?**

Tout cela peut intervenir en juin ou juillet. Il est hors

de question de découvrir dans la presse le monde d'après, dessiné par le Président.

**Que ferez-vous le 1<sup>er</sup> Mai ?**

Je serai confiné chez moi. Mais ce n'est pas parce qu'on n'est pas ensemble physiquement qu'on ne peut pas s'exprimer ensemble. Nous allons le faire sur les réseaux sociaux, pour porter nos revendications sur le travail, issues d'une enquête auprès des salariés. L'organisation du travail doit être renégociée, il faut une reconnaissance des travailleurs qui ont été le plus exposés...

**Cela signifie des hausses de salaires que les entreprises n'accorderont pas facilement...**

Cette période inédite a mis en valeur des métiers qui ont une forte valeur ajoutée sociale, mais qui sont les moins bien rémunérés, les moins considérés, majoritairement occupés par des femmes... Il serait totalement fou de ne pas comprendre que la reconnaissance qu'on leur doit doit arriver très vite, par des hausses des rémunérations, et aussi en termes de déroulement de carrière. De vagues promesses de primes ne suffisent pas.

**Sur l'assurance chômage, on parle d'une dette à 50, 60 milliards d'euros. Est-ce tenable ?**

Commençons par nous réjouir que le filet de sécurité qu'est l'assurance chômage joue son rôle. Après, cela plaide pour rediscuter des règles et qu'on abandonne en particulier la réforme en cours. Il faudra enfin ré-examiner le financement : on ne pourra s'en sortir en



Laurent Berger : « J'espère vivement que les concertations sur les conditions du déconfinement vont être menées. » Photo Charles PLATIAU/AFP

taxant le travail ou la consommation puisqu'on aura une double crise de l'offre et de la demande. Il faudra donc taxer le capital et le patrimoine, faire contribuer les plus hauts revenus, lancer un grand emprunt national... Quant aux dettes contractées, elles devraient être traitées à part, peut-être sous la forme d'une dette perpétuelle.

**Vous demandez donc la négociation d'une nouvelle convention d'assurance chômage ?**

Il va bien falloir se remettre autour de la table sur l'assurance chômage, et plus largement sur l'emploi. Le conseiller en insertion sociale que je continue d'être sait que les plus fragiles seront les plus exposés. Il faudra poser la question des emplois aidés, du soutien au mouvement associatif... Cette crise nous enseigne une chose : nous avons fait le choix de la vie, cela doit nous conduire à réviser nos principes économiques, sociaux, démocratiques, sociétaux, sur la base de la solidarité. D'autres nous vendront le repli sur soi, la sueur et les larmes... Nous devons être capables de vendre de la solidarité : ceux qui ont le plus doivent contribuer le plus.

Propos recueillis (au téléphone) par Francis BROCHET